

PROGRAMME

Mise en accessibilité du Palais de Justice de Bastia et Rénovation des box de la salle d’audience et de la salle des assises du Palais de Justice de Bastia



Le présent cahier des charges comporte 15 pages.

PREAMBULE

Le présent programme est établi par la maîtrise d’ouvrage en application l’article L2421-2 du code de la commande publique. Il doit permettre au maître d’œuvre de proposer une réponse technique et fonctionnelle aux objectifs fixés par le maître d’ouvrage.

C’est une pièce contractuelle, conformément à l’article 2 du CCAP, entre l’équipe de maîtrise d’œuvre et le maître d’ouvrage, il ne peut être modifié sans accord écrit de ce dernier.

Il définit le niveau minimal de qualité exigé par le maître d’ouvrage. Il ne doit pas constituer un obstacle à la liberté de choix de solutions techniques par le concepteur. À cet effet, et dans la mesure du possible, il a été rédigé sous forme d’exigence.

Le programme débute par une présentation de l’opération, des divers intervenants et une description de l’existant. Il énonce ensuite les principaux constats et besoins en s’appuyant sur les diagnostics réalisés. Il recense pour finir les différentes contraintes que le maître d’œuvre doit prendre en compte.

TABLE DES MATIERES

Preamble	2
1 Présentation de l’opération	4
1.1 ORGANISATION DE LA MAITRISE D’OUVRAGE	4
1.2 NATURE ET OBJECTIFS DE L’OPERATION.....	4
1.3 LOCALISATION ET SPECIFICITES	5
2 État des lieux	6
2.1 CONTEXTE	6
2.2 RAPPORT PHOTOGRAPHIQUE.....	6
3 Constats et besoins.....	9
3.1 MISE EN SECURITE.....	9
3.1.1 Désordres constatés	9
3.1.2 Besoin	9
3.2 MISE EN ACCESSIBILITE	10
3.2.1 Désordres constatés	10
3.2.2 Besoins	11
3.3 BILAN.....	12
4 Les contraintes	13
4.1 CONTRAINTES REGLEMENTAIRES	13
4.2 CONTRAINTES PATRIMONIALES	13
4.3 CONTRAINTES AUTRES	14
5 Competences attendues pour la maîtrise d’œuvre	14
6 Delais de realisation de l’opération et budget	15
6.1 DELAIS	15
6.2 ENVELOPPE FINANCIERE	15
7 Conclusion	15
8 Liste des annexes	15

1 PRESENTATION DE L’OPERATION

1.1 Organisation de la maîtrise d’ouvrage

Maître d’ouvrage, pouvoir adjudicateur :	Ministère de la Justice Secrétariat général – Service de l’Immobilier Ministériel
Représentant :	Délégation interrégionale Sud-Est Département de l’Immobilier Madame Florence CHEHRIAN Cheffe du Département de l’Immobilier d’Aix-en-Provence 350 Avenue du Club Hippique 13 100 AIX-EN-PROVENCE Le maître d’ouvrage a la charge de définir les besoins et de les faire réaliser en respectant les réglementations en vigueur dans la limite de l’enveloppe financière prévisionnelle fixée.
Utilisateurs :	<ul style="list-style-type: none"> • Madame DAVO, Première Présidente de la Cour d’Appel de Bastia • Monsieur FAGNI, Procureur Général de la Cour d’Appel de Bastia • Monsieur DEHAY, Magistrat Déléguée à l’Equipeement • Monsieur MANTEAU, Directeur des Services de Greffe de la Cour d’Appel de Bastia • Madame LAPLANETA, Directrice des Services de Greffe du Tribunal Judiciaire de Bastia • Madame CHIARI, Responsable de la Gestion du Patrimoine Immobilier, Service Administratif Régional de Bastia
Conduite d’opération :	Département immobilier d’Aix-en-Provence Marion CHARTIER, cheffe de projets

1.2 Nature et objectifs de l’opération

Le présent programme concerne la réalisation d’une opération de travaux de mise en conformité au regard des obligations réglementaires relatives à l’accessibilité aux personnes en situation de handicap et aux recommandations ESIR et du contrôle général des lieux de privation de liberté.

1.3 Localisation et spécificités

Le palais de Justice de Bastia, sis au Rond-Point de Moro Giafferi à Bastia, est implanté sur la parcelle AP0055.

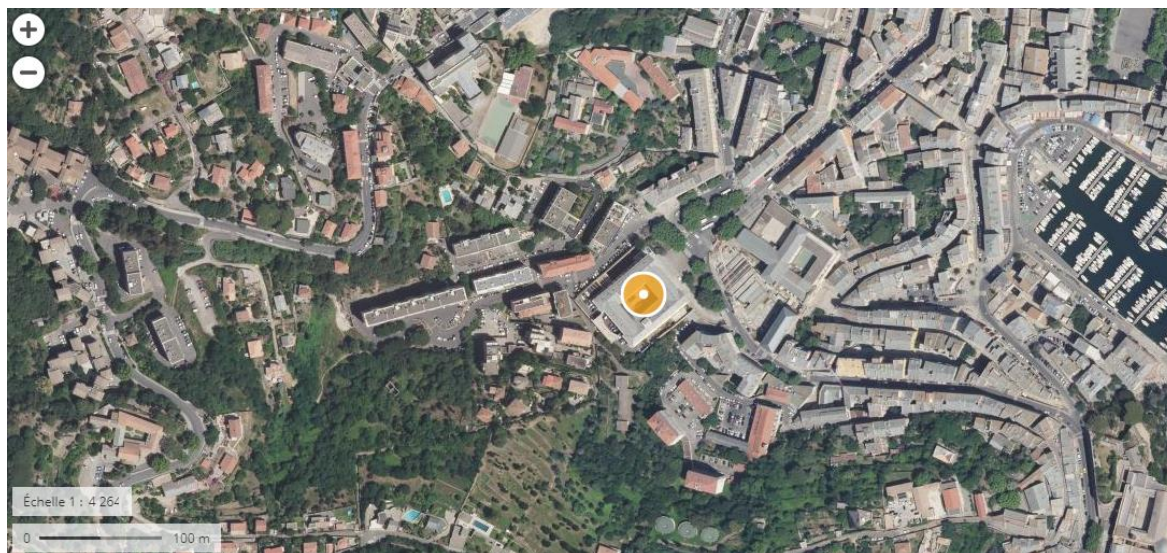


Figure 1_Situation Palais de Justice de Bastia

Le palais de justice de Bastia est un bâtiment qui a été inauguré le 12 mai 1858. Il est constitué de quatre niveaux et possède une surface de plancher de 9 840,6 m² pour une surface de plancher en rez-de-chaussée de 2 033 m² environ.

Il s’agit d’un Etablissement Recevant du Public (ERP) 3ème catégorie type WL.

Ce bâtiment est inscrit partiellement à l’inventaire supplémentaire des monuments historiques, les espaces concernés sont les suivants :

- Les façades et toitures sur rue et sur cour ;
- L’escalier monumental ;
- Le sol de la cour et le jardin extérieur ;
- Le vestibule (salle des pas perdus).

2 ÉTAT DES LIEUX





2.1 Contexte



Le bâtiment de la cour d’appel de Bastia a été entièrement rénové entre 2016 et 2020 suite à une opération de réhabilitation menée par le département immobilier d’Aix-en-Provence. Dans un second temps, la salle d’audience située au rez-de-chaussée dans l’aile ouest du bâtiment a été mise en conformité au regard des obligations réglementaires relatives à l’accessibilité aux personnes en situation de handicap et à la sécurité des personnes vis-à-vis des risques d’incendie.

La salle d’audience correctionnelle située au RDC dans l’aile est du bâtiment dispose d’un box. Ce dernier ainsi que celui de la salle des assises située au R+2 doivent être mis en conformité au regard des obligations réglementaires et des recommandations de l’ESIR et de celles du contrôleur général des lieux de privation de liberté.

Enfin, certains éléments de mise en conformité du bâtiment au regard des obligations réglementaires relatives à l’accessibilité aux personnes en situation de handicap n’ont pas pu être traités dans les précédentes rénovations du bâtiment et devront être réalisés dans cette opération.

2.2 Rapport photographique

Salle d’audience correctionnelle	
	
Vue générale du box	Intérieur du box
	

Box côté greffier	Box côté entrée de la salle d'audience correctionnelle
	
Vue générale de la salle d'audience correctionnelle	Vue générale de la salle d'audience correctionnelle

Salle des assises	
	
Box et circuit détenus	Intérieur du box
	
Intérieur du circuit détenus	Porte entre le box et la salle des assises



Vue générale de la salle des assises



Vue générale de la salle des assises

3 CONSTATS ET BESOINS

3.1 Mise en sécurité

3.1.1 Désordres constatés

En 2021 un rapport de sûreté générale du Palais de Justice et un rapport du contrôleur général des lieux des privation de liberté ont été remis. Les deux rapports seront communiqués au lauréat de la consultation. Plusieurs problématiques ont été relevées. Les constats principaux sont les suivants :

Salle d’audience correctionnelle – RDC aile est :

- Il n’y a pas de porte de communication entre le box et la salle d’audience, ce qui interdit toute communication entre l’avocat et son client si ce n’est par de très étroites ouvertures situées au surplus à la base de la partie vitrée ;
- Le micro ne permet pas au prévenu de s’exprimer dans une position convenable car le bec flexible ne tient plus à la verticale et est trop bas ;
- La sonorisation du box est mauvaise et ne permet pas au prévenu de suivre et comprendre les débats ;
- Il n’y a pas de local d’entretien près de la salle d’audience ce qui impose à l’avocat et son client de remonter jusqu’au box d’entretien situé deux étages plus haut ;
- Le président ne peut pas faire appeler à la barre une personne en toute sûreté. En effet, cette dernière doit sortir de la zone placée sous strict contrôle sécurisé dans le hall des pas perdus pour rejoindre par une autre porte la salle d’audience et venir répondre à la barre ;
- Les bancs de la salle d’audience sont trop fragiles. Leurs dossiers flexibles peuvent être facilement cassés et servir de projectiles, ou être détournés pour former un obstacle, ou barricader la salle d’audience ;
- Il n’y a pas de grille sur la partie supérieure du box.

Salle des assises – R+2 :

- Il n’y a pas de grille sur la partie supérieure du box ;
- Le pupitre plaidoiries n’est pas fixé au sol ;
- Il n’y a pas d’ouverture permettant à l’avocat et son client d’échanger ;
- L’ouverture de la porte entre le box et la salle d’audience est gênée par la baie informatique.

Il conviendra que la maîtrise d’œuvre et le maître d’ouvrage fassent le point avec les utilisateurs et le SAR sur ce qui a été mis en place entre la réalisation de ces rapports et le présent projet.

3.1.2 Besoins

Il est nécessaire dans le cadre de cette opération de traiter au maximum les problèmes de sécurité constatés. La configuration des box des salles correctionnelle et d’assises doit être revue pour permettre aux personnes comparantes d’échanger avec leurs avocats, de s’exprimer et de suivre les débats dans des conditions respectueuses du droit de la défense.

Salle d’audience correctionnelle – RDC aile est :

Le système de sonorisation et de visio-conférence de la salle d’audience correctionnelle a été refait en février 2025. La maîtrise d’œuvre s’assurera que les travaux qui seront effectués dans cette salle dans le cadre de l’opération objet de ce programme n’impactent pas la qualité sonore de la salle.

Il est, par ailleurs, nécessaire de créer une nouvelle porte dans le box sécurisé suivant les recommandations des rapports de sûreté générale du Palais de Justice et du contrôleur général des lieux des privation de liberté.

Il est également nécessaire de modifier ou remplacer le vitrage pour disposer d’une ouverture en position assise et d’une ouverture en position debout de 25cm chacune.

La maîtrise d’œuvre proposera également la mise en place d’une grille de protection sur le dessus du box et tout autre aménagement qui permet de satisfaire la sûreté des lieux.

La maîtrise d’œuvre étudiera, après échange avec la maîtrise d’ouvrage, la possibilité de créer un espace d’entretien au rez-de-chaussée afin d’éviter au prévenu et son avocat de monter au deuxième étage.

Enfin, en prenant en compte le cadre architectural global de la salle en plus du caractère sécuritaire, les bancs aux dossiers trop flexibles devront être remplacés par des modèles plus solides et fixés solidement au sol.

Salle des assises :

Le système de sonorisation et de visio-conférence de la salle des assises a été refait en avril 2025. La maîtrise d’œuvre s’assurera que les travaux qui seront effectués dans cette salle dans le cadre de l’opération objet de ce programme n’impactent pas la qualité sonore de la salle.

Il est également nécessaire de déplacer la porte entre la salle des assises et le box afin de permettre une ouverture convenable de celle-ci.

Il est de plus nécessaire de modifier ou remplacer le vitrage pour disposer d’une ouverture en position assise et d’une ouverture en position debout de 25cm chacune.

Enfin, la maîtrise d’œuvre proposera la mise en place d’une grille de protection sur le dessus du box et tout autre aménagement qui permet de satisfaire la sûreté des lieux.

3.2 Mise en accessibilité

3.2.1 Dérogations obtenues dans de précédentes opérations

Une dérogation concernant le traitement complet des escaliers de la cour intérieure du Palais de Justice et de l’escalier monumental situé au droit de l’entrée (nez de marches, contremarches et caractéristiques dimensionnelles) a été obtenue en 2015. Le document est disponible en annexe 2.

3.2.2 Désordres constatés

En 2023, un diagnostic accessibilité a été réalisé sur le Palais de Justice de Bastia. Un certain nombre de points ont été traités au travers d’autres opérations. On s’intéresse ici aux recommandations qui n’ont pas été traitées. Les constats principaux sont les suivants :

Salle d’audience correctionnelle – RDC aile est :

- Il n’y a pas de boucle à induction dans la salle d’audience ;

Accès :

- Le système de contrôle d’accès pour accéder parc de stationnement ne permet pas aux personnes sourdes, malentendantes ou muette de se signaler à l’accueil. L’accès est contrôlé visuellement depuis le poste de sécurité ;
- Le cheminement de la place PMR à l’entrée du bâtiment n’est pas accessible (contraste visuel et tactile) ;
- Il n’y a pas de boucle à induction à l’accueil ;

Circulations horizontales et verticales :

- Il n’y a pas de mains-courantes de chaque côté des escaliers intérieurs, il n’y a pas d’appel à la vigilance en haut de chaque volée de marche et tous les nez de marches ne sont pas contrastés et non glissants sur ces escaliers ;
- La hauteur des boutons de l’ascenseur aile nord n’est pas adaptée ;
- L’ascenseur situé dans la partie est du bâtiment pose de régulier problèmes et ne peut être réparé ;
- Il n’y a pas de repérage des ascenseurs et rampes PMR.

3.2.3 Besoins

Afin de permettre aux prévenus, y compris en situation de handicap, d’accéder à la salle d’entretien située au 2^{ème} étage, il semble nécessaire de changer l’ascenseur situé dans la partie est du bâtiment. Le remplacement de l’ascenseur est à réaliser en priorité, en amont de l’ensemble des travaux autres travaux à réaliser.

Il semble également nécessaire d’équiper la salle d’audience correctionnelle de boucles à induction afin de permettre aux personnes en situation de handicap, y compris le prévenu, de suivre les échanges convenablement.

Bien que le box soit considéré comme non accessible au public, il sera nécessaire d’appliquer les principes de mise en accessibilité. La maîtrise d’œuvre après analyse du box et de son environnement vis-à-vis de la réglementation relative à l’accessibilité aux personnes en situation de handicap proposera au maître d’ouvrage les aménagements qui lui semblent pertinents.

La maîtrise d’œuvre proposera également au maître d’ouvrage, après analyse de la salle d’audience correctionnelle, toutes les mesures nécessaires à sa mise en conformité au regard des obligations réglementaires relatives à l’accessibilité aux personnes en situation de handicap. Elle proposera notamment une place PMR pour le public avec un cheminement PMR pour se rendre à la barre et s’assurera que la hauteur de la barre est adaptée. Elle s’assurera également que la luminosité minimum requise est atteinte dans la salle.

La maîtrise d’œuvre après analyse de la salle des assises et notamment du box proposera toutes les mesures nécessaires à sa mise en conformité au regard des obligations réglementaires relatives à l’accessibilité aux personnes en situation de handicap.

De manière plus générale, la maîtrise d’œuvre analysera les points évoqués dans la partie 3.2.1., le diagnostic accessibilité disponible en annexe 1 et proposera, après une analyse du site, l’ensemble des mesures nécessaires à la mise en conformité du bâtiment au regard des

obligations réglementaires relatives à l’accessibilité aux personnes en situation de handicap. Elle échangera notamment avec l’ABF. Elle proposera également les dérogations qui semblent pertinentes compte tenu des contraintes techniques et patrimoniales.

Le patio et l’escalier monumental vont être complètement rénovés, il n’est pas nécessaire de traiter l’accessibilité de ces deux éléments dans cette opération.

3.3 Bilan

Les travaux menés ne devront pas provoquer l’apparition de nouveaux désordres sur le reste du site. La maîtrise d’œuvre avertira le maître d’ouvrage s’il est nécessaire d’étendre la zone de travaux ou leur contenu s’il constate d’autres dysfonctionnements.

De manière générale, le réemploi devra être intégré aux études dès lors que cela est possible techniquement et qu’il ne présente pas un surcoût trop important.

La maîtrise d’œuvre réalisera l’ensemble des démarches administratives associées aux travaux objet du présent programme.

La mission relative à la mise en conformité au regard des obligations réglementaires relatives à l’accessibilité aux personnes en situation de handicap devra aboutir à un rapport vierge de la commission de sécurité concernant les éléments relatifs à l’accessibilité.

4 LES CONTRAINTES

4.1 Contraintes réglementaires

La salle dans laquelle se trouve le box est située dans un Établissements Recevant du Public (ERP) de 3^{ème} catégorie activité de type L et W (salles à usage d’audition, de réunions – administration, bureaux). Les travaux du présent marché devront donc s’y conformer.

Les textes réglementaires à respecter sont notamment :

- Le Code de l’Urbanisme,
- Le Code de la Construction et de l’Habitation notamment ses articles relatifs à l’accessibilité,
- L’arrêté du 8 décembre 2014 relatif à l’accessibilité,
- Le règlement de sécurité contre l’incendie dans les ERP,
- Le Code du Travail et ses articles relatifs à l’accessibilité,
- Le Code de la Santé Publique et plus particulièrement le règlement Sanitaire Départemental,
- L’ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, ainsi que les différents Cahiers des clauses Administratives Générales (Travaux, prestations intellectuelles),
- Les Normes françaises électriques, notamment NF C 15-100,
- Les Cahiers des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G)
- Les Documents Techniques Unifiés (DTU),
- Le Répertoire des Éléments et Ensembles Fabriqués du Bâtiment (R.E.E.F),
- Les Normes françaises AFNOR,
- Les Règles professionnelles et avis techniques du CSTB,
- Les règles sanitaires en vigueur et les dernières préconisations de l’OPPBTP.

Le groupement de maîtrise d’œuvre devra prendre en considération l’ensemble des textes réglementaires applicables à une opération de bâtiment, notamment celle paraissant durant les phases d’études jusqu’à l’obtention de l’acte administratif accordant la réalisation des travaux.

4.2 Contraintes patrimoniales

Le bâtiment est inscrit partiellement à l’inventaire supplémentaire des monuments historiques:

- Les façades et toitures sur rue et sur cour ;
- L’escalier monumental ;
- Le sol de la cour et le jardin extérieur ;
- Le vestibule (salle des pas perdus).

L’Architecte des Bâtiments de France et la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) sont très impliqués sur l’ensemble des travaux concernant ce bâtiment. Leur avis devra donc être demandé dans le cadre de cette opération.

4.3 Contraintes autres

Les travaux auront lieu en site occupé. L’activité judiciaire ne pouvant pas être stoppée, une organisation sur des horaires et délais contraints devra être envisagée en fonction de la durée de l’intervention. Les périodes de vacances judiciaires ou les week-ends seront à privilégier. Un phasage précis et sécurisé sera à prévoir avec des zones chantier fermées et inaccessibles à toutes personnes du site.

Le titulaire veillera au respect des règles de sécurité du chantier et du travail. Les nuisances et/ou les dommages sur l’environnement devront être réduits au maximum et notamment :

- Le bruit ;
- La vibration du sol ;

Toute intervention qui n’aurait pas été expressément validée par le maître d’ouvrage ne pourra donner lieu à paiement.

5 COMPETENCES ATTENDUES POUR LA MAITRISE D’ŒUVRE

Pour réaliser ces missions, le maître d’œuvre devra :

- Avoir des compétences en économie de la construction,
- Avoir des compétences en accessibilité des bâtiments,
- Avoir des compétences en architecture,
- S’adjoindre toutes les compétences des bureaux d’études ou d’expertises qu’il juge utile afin de répondre à l’ensemble des problématiques et spécificités affichées dans ce programme.

6 DELAIS DE REALISATION DE L’OPERATION ET BUDGET

6.1 Délais

Le planning prévisionnel de l’opération est le suivant. Ce dernier est à titre indicatif. Un planning prévisionnel devra être proposé par le candidat dans son offre :

Planning prévisionnel	2025				2026									
	9	10	11	12	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Notification du marché de Maîtrise d’œuvre														
Etudes maîtrise d’œuvre														
Consultation des entreprises														
Notification des marchés de travaux														
Démarrage des travaux et délai travaux														

6.2 Enveloppe financière

La part de l’enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux est fixée par le maître d’ouvrage à **600 k€ H.T. (valeur juillet 2025 – index BT 01)**

7 CONCLUSION

Plus qu’un simple cahier des charges, ce document est aussi un outil de dialogue entre maîtrise d’ouvrage et maîtrise d’œuvre. Le programme restera le document de référence tout au long de l’opération, notamment au moment d’éventuels choix postérieurs au marché de maîtrise d’œuvre. Le programme gardera cependant un caractère évolutif afin de résoudre de manière durable les désordres constatés.

Toutes les suggestions du maître d’œuvre qui tendent à améliorer la qualité de ce programme seront entendues par le maître d’ouvrage.

8 LISTE DES ANNEXES

Annexe 1_Diagnostic accessibilité, 2023

Annexe 2_Commission accessibilité, 2015